Les nouvelles figures de l'entrepreneuriat au Cameroun

Les acteurs de la traite des enfants entre accumulation et déconstruction

Claude Abé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/4008>

DOI : 10.4000/apad.4008

ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2009

Pagination : 109-128

Référence électronique

Claude Abé, « Les nouvelles figures de l'entrepreneuriat au Cameroun », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 29-30 | 2009, mis en ligne le 16 juin 2010, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/apad/4008> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.4008>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Bulletin de l'APAD

Les nouvelles figures de l'entrepreneuriat au Cameroun

Les acteurs de la traite des enfants entre accumulation et déconstruction

Claude Abé

Introduction : des entrepreneurs dans l'entre-deux

- 1 Le présent travail, sur les nouvelles figures de l'entrepreneuriat au Cameroun, porte particulièrement l'attention sur les acteurs du trafic des enfants aux fins d'exploitation de leur travail. Il ne s'agit pas d'une étude sur l'entrepreneur classique du champ économique qui peut se définir comme le promoteur d'une entreprise, entendue comme unité économique de production, chargé d'en assumer quotidiennement la gestion courante (Warnier, 1988). L'entrepreneur dont est il est question dans le cadre de cette étude ne peut se comprendre que si l'on considère cette expression dans un sens plus large. Pour être davantage précis, entrepreneur s'utilise ici dans le sillage de Jean-François Médard, s'inspirant des travaux de Salhins (1963) : il s'agit d'un acteur social inscrit dans un « mode d'accumulation global de ressources de nature différentes [qui] ne va pas sans un certain nombre de contradictions qui sont au cœur même de la problématique du développement » (Médard, 1992 : 2) et de son activité d'accumulation. Envisagé sous cet angle, il s'agit d'une sorte d'acteur particulier non seulement parce qu'il constitue un *ailleurs de l'entrepreneuriat*¹, une sorte d'acteur économique non-identifié comme tel mais qui n'en est pas moins.
- 2 C'est une forme émergente d'acteurs sociaux dont le terrain d'accumulation se situe aux marges du champ économique classique. L'on pourrait dire qu'il se nourrit de la situation de crise ambiante en l'exploitant à fond pour son propre compte. Cette catégorie d'entrepreneur tire profit de la situation des autres, notamment des victimes de la crise. La précarité, le désespoir et les difficultés que ces derniers expérimentent au quotidien sont alors vécus par cette catégorie d'entrepreneur comme autant de possibilités ou de ressources potentiellement mobilisables pour *faire des affaires* juteuses. Pour tout dire, les situations de soudure ou de fluidité socio-économique sont

pour ce type d'entrepreneur ce que l'eau est au poisson ou l'air à l'oiseau. La crise est son *fonds de commerce*. C'est ce qu'il investit ou vend participant du même coup à l'entretenir ou à la reproduire. Malgré leur particularité, ce qui suit montre que les entreprises liées au trafic des enfants obéissent, comme toute initiative d'accumulation dans le champ économique, aux lois qui fondent tout échange marchand. Le reconnaître ne signifie guère réveiller les vieux démons d'un autre phénomène, plus ancien notamment, l'esclavage. Il s'agit simplement de reconnaître que même si ces nouvelles formes d'entrepreneuriat possèdent leur rationalité et motivation propres, leur étude peut être, à bien des égards, rapportée au phénomène de l'esclavage. Le trafic des enfants aux fins d'exploitation de leur travail apparaît comme un de ses visages contemporains.

- 3 Cela étant, l'étude du trafic des enfants au Cameroun pose un certain nombre de problèmes méthodologiques. Du fait de la clandestinité de sa pratique de ce phénomène et surtout de sa confusion avec d'autres réalités qui lui sont proches tels que le confiage ou la mise en tutelle, les responsables administratifs sont sceptiques au sujet de son existence. De plus, le fait que ce soit un phénomène émergent déroute et égare les populations. Ces dernières semblent mal le connaître sûrement en raison de leur manque de sensibilisation². De plus, sur le plan de la recherche scientifique, cette thématique reste un domaine en friche dans le cas du Cameroun. Dès que l'on sort des quelques évocations dont elle est l'objet dans les journaux³, la seule étude sérieuse sur la question est celle menée par l'équipe de Séverin Cécile Abega pour le compte du Bureau International du Travail (Abéga, Abé, Babila et Elouga, 2005). C'est dire qu'il s'agit d'une pratique qui reste à documenter.
- 4 Cette approche se veut en rupture avec les travaux antérieurs davantage portés sur l'exploitation du travail de l'enfant (Ngueyap, 1996) et sur les rapports sociaux qui le favorisent (Aoudou, 1998). Cette étude va au-delà et considère ce dernier comme un fait social total à la manière de Marcel Mauss (2003 : 274), autour duquel gravitent d'autres dynamiques sociales tels que le trafic et les déplacements dans l'espace, la construction sociale d'acteurs du champ économique, c'est-à-dire de nouvelles formes d'entrepreneuriats. Il s'agit dès lors de prendre ce phénomène comme un processus dont l'exploitation de l'enfant est le résultat et, par conséquent, de l'interroger depuis l'amont jusqu'en aval. Considérer le trafic des enfants comme un phénomène socialement organisé s'avère pertinent et opératoire pour comprendre et expliquer l'émergence d'une catégorie particulière d'entrepreneurs au Cameroun. En plus d'être l'un des processus contemporains qui conduisent le plus à la mise au travail des enfants en Afrique subsaharienne (Adepoju, 2003 : 387), le phénomène du trafic rend visible les mécanismes d'accumulation qui participent de la construction de la *modernité insécurisée* (Laurent, 2002).
- 5 Pour arriver à réaliser cette ambition, une hypothèse nous a servi de fil d'Ariane. Selon ladite hypothèse, les bénéficiaires du trafic des enfants se situent au point de rencontre de deux types de dynamiques qui se repoussent : aux stratégies de survie et d'extirpation à la crise initiés par les trafiquants s'oppose l'ensemble des mécanismes et précautions déployés par toute société pour protéger l'enfant de toutes sortes d'abus et assurer, de cette façon, son épanouissement. L'idée ici c'est que les pressions économiques et les tensions de trésorerie induites de la crise dans la plupart des ménages et les bricolages de tous genres imaginés par les acteurs sociaux en butte à la crise viennent contrarier les dispositions du corps social vis-à-vis de la socialisation de

l'enfant. Leur activité s'effectue en rupture avec la conception et la représentation socio-culturelle que l'on a de l'enfant et en accord avec une appréciation locale des principes de l'entrepreneuriat de type marchand.

- 6 Pour vérifier cette hypothèse, les données ont été collectées à l'aide d'un guide d'entretien semi-directif dans deux catégories de sites : l'un, Yaoundé, donne le visage des localités où sont accueillis les enfants, et, l'autre, la région du plateau de Bamenda et ses environs présentée par les populations comme les zones de départ des enfants de situation de traite. Ainsi, pour ce qui est de Yaoundé, nous avons interviewé 50 enfants (dont 23 jeunes filles et 27 garçons) âgés d'au plus 18 ans, 23 employeurs, 5 leaders communautaires et 6 intermédiaires. Pour recouper ces données, nous avons effectué des entretiens dans la région du Plateau de Bamenda et ses environs au cours du mois de mai 2005 avec 18 parents et 20 enfants de six villages différents⁴, des communautés villageoises des régions de Ndop, de Bafut et de Mbengwi. Ici, la principale visée était de déterminer les mobiles qui conduisent les parents à céder leurs enfants et comment se négocie la cession. A cela s'ajoute certaines informations recueillies à Limbé (Sud ouest du Cameroun) et Mbangassina (dans le Cameroun central).
- 7 Comme nous l'avons relevé plus haut, l'entrepreneuriat issu du trafic des enfants a ses propres caractéristiques, ses acteurs, ses mécanismes, sa fonctionnalité et sa rationalité qui se réapproprie cependant les référents de l'esclavage ; d'où aussi sa spécificité par rapport à ce dernier. En raison de cette spécificité, ce phénomène a été analysé en se rapportant à certains autres phénomènes dont la nature s'en rapproche. Dans la mesure où il s'agit d'investir pour faire des profits, le type d'entrepreneuriat qui retient l'attention de cette étude doit aussi être appréhendé à la lumière de la culture de la prédation, où les enfants deviennent « la viande des autres » (Geschiera, 1995), comme un phénomène consécutif à l'émergence d'une « modernité insécurisée » (Laurent, 2002 : 95).
- 8 Au demeurant, la présente analyse comprend trois subdivisions. La première s'emploie à caractériser le phénomène du trafic des enfants, c'est-à-dire à le déterminer en construisant le champ de son observation et en présentant les différents intervenants aussi bien que le rôle de chacun. La seconde étudie le fonctionnement du phénomène en s'intéressant aux investissements des uns et des autres en termes financiers et d'énergies fournies autant qu'à leurs retombées sur le terrain de l'accumulation. La dernière partie s'emploie à comprendre le phénomène en le replaçant dans son contexte d'émergence. Elle met en lumière la contradiction entre son fonctionnement comme processus d'accumulation et son statut d'activité participant à la déconstruction de l'enfance en l'enfant.

Caractérisation du trafic des enfants : détermination du phénomène et intervenants

Le trafic des enfants : entre confusion et malentendus

- 9 Comme toute nouveauté, le phénomène du trafic des enfants est encore difficile à caractériser avec exactitude, en tout cas au sein des populations de Yaoundé et du plateau de Bamenda et de celui de Ndop. Au cours de l'enquête, il est apparu de

nombreuses confusions révélant le caractère tabou de cette réalité pourtant quotidienne. Trois confusions sont entretenues.

- 10 Tout d'abord, les employeurs et intermédiaires ont recours à un langage philanthropique laissant supposer qu'ils viennent en aide aux enfants et à leurs familles respectives. Ils se présentent comme des personnes charitables secourant les nécessiteux en leur trouvant un emploi et une possibilité de gagner de l'argent. C'est d'ailleurs cette image qu'ils valorisent lors de leur rencontre avec les parents dans les villages de la région du plateau de Bamenda et de Ndop.
- 11 En outre, l'enrôlement de l'enfant est présenté comme une possibilité de parfaire une éducation entamée et inachevée ailleurs. Les parents font des arrangements avec les employeurs ou les intermédiaires pour que l'argent gagné soit épargné afin de constituer un capital permettant, à termes, de financer un apprentissage. L'employeur se présente parfois comme l'éducateur, qui transmet à l'enfant un savoir scolaire ou manuel, ainsi qu'un éthos que le jeune investira une fois autonome. Toutefois, les conditions de vie et de travail des enfants victimes de trafic à Yaoundé, à Limbé ou dans les plantations cacaoyères de Mbangassina et leurs revenus montrent qu'il est moins question de socialisation par le travail que d'exploitation.
- 12 Il apparaît également que le trafic des enfants est parfois confondu au confiage. Pratique séculaire en Afrique, le confiage consiste à remettre un enfant au soin d'un ami ou d'un parent afin qu'il le prenne en charge comme son propre enfant et en assure son épanouissement. Or, l'enquête a mis en évidence que la cession de l'enfant ne répond à aucune autre logique que la recherche de l'exploitation de son travail. On est face à ce que les anthropologues qualifient de *fosterage* : « ce terme s'applique aux séparations suivies de l'accaparement de l'enfant » (Lallemand, 1993 : 13). Il n'est pas étonnant que la plupart des intermédiaires, à ce titre, se présentent comme des amis ou des parents de la famille. Ils s'en distinguent cependant parce que l'enfant a un statut différent de la progéniture de l'employeur. Il n'a pas le même accès à l'éducation scolaire, à la protection et à l'affection des parents, et le fait qu'on le rétribue montre bien qu'il est considéré comme une main d'œuvre et non pas comme un membre de la famille. De plus, si au départ le contact est maintenu avec la famille⁵, à la longue rien n'est moins sûr.
- 13 Si les acteurs du trafic des enfants s'emploient à le légitimer et le justifier en s'appuyant sur un discours philanthropique, cette réalité est bien connue, notamment des institutions telles que l'Organisation Internationale du Travail et bien définie par le Protocole de Palerme ratifié en novembre 2000. Au regard de l'article 3 dudit Protocole, le trafic des enfants renvoie au moins à trois éléments : la réalisation d'une transaction pour obtenir l'enfant (avec les parents ou l'intermédiaire) sous l'effet d'une contrainte quelconque⁶, le déplacement (sous l'intervention d'un intermédiaire) et l'intention d'exploiter/d'en tirer profit. Il est, de ce fait, similaire au phénomène de la traite négrière dont il apparaît au demeurant comme l'un des visages contemporains.

Acteurs et Itinéraires

- 14 Le trafic des enfants qui a cours au Cameroun est une pratique bien organisée qui a ses acteurs et ses circuits. Si l'on appréhende la définition de l'acteur sous l'angle de Michel Wieviorka, il s'agit d'un sujet, c'est-à-dire d'un agent social « acteur de son existence »

(Wieviorka, 2000 : 20). On comprend alors la difficulté à classer les enfants dans la catégorie des acteurs. Cependant, les enfants étant au centre du dispositif, il importe de les présenter avant de s'intéresser aux acteurs. Sur un total de 70 enfants rencontrés, 50 sont en situation de trafic pour l'exploitation de leur travail, et installés à Yaoundé, et 20 ont été approchés dans six villages de la province du Nord-Ouest. Pour ce qui est de la répartition par sexe, on compte 23 filles contre 27 garçons, soit 46 % pour la gent féminine et 54 % pour l'autre. Ce qui indique que l'écart entre le nombre de filles victime de trafic et celui des garçons est mince. Dans la province du Nord-Ouest, nous avons essayé de respecter cette répartition en interrogeant 11 garçons et 9 filles.

- 15 L'âge de ces enfants varie entre 10 et 18 ans. Près de 60%, soit 29 d'entre-eux, appartiennent à la tranche d'âge comprise entre 10 et 14 ans. Leur niveau scolaire est généralement bas : 70% déclarent avoir un niveau d'études primaires inachevé et 15% n'ont pas été scolarisés, seulement 5% ont accédé au secondaire. Ces chiffres révèlent déjà que les victimes du trafic amorcent l'adolescence et sont faiblement scolarisés. Ils sont issus de familles nombreuses composées de cinq à huit enfants et parfois plus. Enfin 20% des enfants interrogés sont orphelins et tous viennent du milieu rural.
- 16 Quant à leur origine géographique, elle n'est pas homogène. Ce qui permet de postuler de l'existence d'une pluralité d'itinéraires et de réseaux destinés à introduire les enfants dans ce trafic. De manière globale, l'enquête permet de dégager deux principales figures du trafic des enfants : l'une est nationale, l'autre transnationale particulièrement entre le Nigéria et le Cameroun. En effet, 30% des enfants rencontrés à Yaoundé sont nigériens, et tous sont des garçons. Ils sont originaires des régions de la Cross River, Umuahia et de Akpa Ibom qui se trouvent à l'Est du Nigéria. Si certains de ces enfants arrivent par voie terrestre, la plupart pénètre par les axes maritimes. Les enfants arrivent dans les embarcadères de fortune ou dans les longues pirogues à moteur qui sillonnent les eaux douces et salées des criques et des rivières et se jettent le long de la côte à la mer. La largeur et la porosité de la frontière entre le Nigéria et le Cameroun apparaît propice à ces déplacements et mouvements illicites de populations. Ceux qui viennent par voie terrestre sont aussi placés dans les villes environnantes de la frontière telles que Kumba et Limbé.
- 17 Le visage interne du trafic des enfants est plus hétérogène encore en termes de régions d'origine. Sur les 50 informateurs approchés par l'enquête à Yaoundé, 35 sont des enfants camerounais, soit 23 filles et 12 garçons. La zone de départ la plus récurrente, c'est la province du Nord-Ouest. Le nom de « Bamenda » attribué aux victimes du trafic dans la localité de Yaoundé est significatif de ce constat. Bamenda c'est le nom de la ville qui abrite les institutions administratives de cette région. Les provinces du Sud-Ouest, de l'Est, de l'Extrême-Nord et de l'Ouest de même que celle du Nord reviennent aussi mais pas avec la même fréquence que la première. Cela montre que le recrutement des enfants victimes de trafic en vue de l'exploitation de leur travail est un phénomène national.
- 18 Quant aux acteurs, de manière schématique, on peut les classer en trois catégories : les parents, les intermédiaires et les employeurs. Le trafic est une activité organisée en réseau et très bien structurée. Les intermédiaires se déplacent vers les zones où partent les enfants. Dans, son rapport de juin 2003, la délégation provinciale du Ministère camerounais des affaires sociales dans la province du Nord-Ouest⁷ dénombre 5 agences clandestines de transit des enfants en activité à Bamenda avec 5 principaux intermédiaires. Au cours de l'enquête, nous en avons rencontré 6 dont 4 à Yaoundé et 2

à l'œuvre dans le village Babungo dans la région du plateau de Ndop (province du Nord-Ouest).

- 19 L'âge de ces acteurs du trafic varie entre 32 et 48 ans. Parmi eux, on compte deux hommes et deux femmes. Ceux rencontrés à Babungo disent travailler pour le compte d'une ONG engagée dans la promotion de l'enfance. A Yaoundé, deux sont des agents de l'Etat et deux, des personnes au chômage. Deux de ces intermédiaires sont titulaires du diplôme de licence, les 4 autres ont fait leurs études secondaires avec un niveau oscillant entre la classe de seconde et la terminale. Tous sont unanimes pour reconnaître que la prospection des enfants se fait davantage dans le milieu rural. La distance du lieu est un atout important pour tenir les parents à l'écart. Les négociations se déroulent aujourd'hui à ciel ouvert : les prix varient entre une simple promesse d'un avenir meilleur pour l'enfant et la somme de cinq mille francs CFA. Ces intermédiaires prennent des engagements auprès des parents avec lesquels ils sont supposés d'ailleurs conserver le contact parce qu'ils sont chargés de percevoir le dû du jeune exploité et de le gérer de manière à ce que la famille puisse recevoir de temps à autre quelque chose. Parmi les quatre intermédiaires rencontrés à Yaoundé, trois sont camerounais et un est Nigérian.
- 20 Une fois leur départ négocié, les enfants sont ensuite conduits jusqu'aux sites où ils seront placés chez ceux qui vont les employer. Sur les 23 employeurs rencontrés, 8 sont des femmes et 15 des hommes. Ils se répartissent entre nationaux et étrangers, notamment 5 Nigériens. Les nationaux sont issus des classes moyennes : se sont des fonctionnaires, des cadres et des agents de maîtrise des entreprises de la place. Les commerçants et les promoteurs des petites et moyennes entreprises sont aussi de grands utilisateurs de cette main d'œuvre presque servile. Dans les ménages à Yaoundé, nombre de ces enfants sont employés comme domestiques ; d'autres sont exploités comme *fais-tout*. Le terme « Bamenda » par lequel on les désigne communément ne renvoie pas nécessairement à leur origine géographique. C'est surtout un construit social qui traduit l'usage qu'on en fait : dans le milieu jeune, lorsqu'on dit « je ne suis pas ton *Bamenda* », il faut comprendre je ne suis pas ton serf, celui que tu peux tromper, duper ou exploiter. La plupart des employeurs préfèrent héberger les enfants chez eux alors qu'une minorité laisse cette charge à l'intermédiaire.
- 21 Les parents, quand ils sont encore vivants, sont tous des ruraux dont les conditions d'existence sont particulièrement précaires. Leur revenu mensuel déclaré se situe entre 5 000 et 10 000 francs CFA⁸. Ces paysans vivent de l'agriculture, du petit élevage, et dans une moindre mesure, de l'artisanat et du commerce. Certains d'entre eux déclarent avoir cédé leur enfant contre un présent ou contre une somme de 5000 francs CFA. La plupart affirment laisser partir leurs enfants pour leur permettre d'apprendre un métier et donc leur assurer une vie future meilleure.

Investissements et retombées

Les divers investissements

- 22 De prime abord, la principale ressource des parents est leurs enfants qu'ils placent dans les circuits de trafic auprès d'intermédiaires qui se rapprochent d'eux. Comme cela a été dit précédemment, les parents sont animés par la volonté d'aider leur progéniture à aller apprendre un métier ou à poursuivre leurs études. Il s'agit, selon eux, de saisir

l'opportunité d'échapper à leur destin marqué par la pauvreté structurelle et à la vie dure du village. Aussi, les parents cèdent-ils leur enfant dans l'espoir de pouvoir agir sur leur devenir.

- 23 Ce qui précède montre à suffisance que la cession des enfants par les parents a une valeur instrumentale. L'enfant apparaît simplement comme un *outil* de médiation d'une autre ressource qui se profile derrière son placement. Les 5 intermédiaires rencontrés au cours de l'enquête de terrain, avouent être au courant de ce sentiment de désespoir qui habite les parents. La principale ressource des intermédiaires constitue le miroir d'un espoir possible aux parents. Ils bâtissent toute leur stratégie sur l'offre d'une *chance* aux enfants. Ils profitent généralement d'une situation d'embarras ou d'inconfort pour les parents ou l'enfant. Ils tirent les infortunés d'affaire : ils leur avancent de l'argent, servent d'intercesseurs pour résoudre un problème. Le cas de John, un intermédiaire rencontré à Babungu, est à ce titre révélateur. Selon lui, un parent dont il avait déjà ciblé la progéniture avait été incarcéré à la brigade de gendarmerie de Ndop parce qu'il n'arrivait pas à rembourser la totalité de l'argent qu'il avait emprunté au sein de sa tontine, soit une somme de 25.000 francs CFA. Après trois jours à la brigade, John lui propose de l'acquitter de sa dette en échange de l'introduction de sa fille de 12 ans dans son réseau de placement. Il lui explique que le travail de sa fille remboursera l'argent payé à la gendarmerie et que la famille recevra souvent 40.000 francs CFA par an. En outre, il avance que la jeune fille apprendra un métier, la couture. On voit bien là que les parents sont victimes d'une manipulation de la part de ces entrepreneurs locaux très habiles.
- 24 Dans le village Njinibi, une informatrice nous a confié l'histoire de sa nièce enrôlée en échange de la prise en charge de ses frais de soins à l'hôpital de Mbengwi. La petite était malade dans un moment où les parents se trouvaient déjà à bout de souffle sur le plan financier. C'est alors que s'est présenté un *bienfaiteur* qui a sorti la famille de l'impasse. En échange, il a tiré profit de la situation pour introduire l'infortunée petite fille dans son circuit de placement. Cela atteste bien que les parents sont très souvent piégés par leurs conditions de vie. Et c'est ce que les autres manipulent.
- 25 Ce cas de figure met en lumière tout ce que les intermédiaires investissent : des situations de crises aiguës au sein de familles démunies. La verve et le talent de manipulateur des intermédiaires leur permettent de vendre l'espoir et la possibilité d'une autre voie jugée meilleure. On l'a vu, ces intermédiaires peuvent aussi octroyer aux parents une somme qui vient les sortir momentanément d'affaire. Les périodes de soudure et de dépenses comme la rentrée scolaire sont notamment propices à l'activité des intermédiaires.
- 26 Pour obtenir à leur tour les enfants, les employeurs passent un contrat avec les intermédiaires. La progéniture devient alors un véritable fonds de commerce pour son nouveau propriétaire. De l'avis des enfants rencontrés au cours de l'enquête, la négociation de leur cession et de leur emploi s'est faite sans eux, sans aucun recours à leur avis de la même manière qu'une marchandise assiste en spectateur à sa commercialisation. L'investissement des employeurs consiste essentiellement en dépenses financières. La plupart des 23 employeurs qui ont accepté de se soumettre à l'enquête à Yaoundé reconnaissent que les intermédiaires réclament souvent le remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour dans les sites de départ des enfants. Selon les cas la somme est comprise entre 30.000 et 40.000 Fcfa par enfants. Parmi les 23 rencontrés à Yaoundé, 5 seulement ont affirmé n'avoir pas payé cette

somme. Au rang de ce que les employeurs dépensent pour aliéner la force de travail de l'enfant, l'on peut aussi compter les salaires des enfants, généralement versés à l'intermédiaire.

- 27 Les enfants, quant à eux, fournissent exclusivement leur force de travail. Les journées de travail des enfants victimes de trafic sont sans limite. Pour la plupart d'entre-eux, la journée commence très tôt, notamment autour de 4 heures du matin -heure qui revient dans leurs témoignages- et s'achève tard. En moyenne c'est vers 22 heures qu'ils rejoignent leurs lits après une intense journée de travail ininterrompu. Certains affirment qu'ils se couchent à minuit. C'est dire qu'ils effectuent en moyenne 18 heures de travail par jour. Pour les 30% qui ont un jour de repos hebdomadaire, soit 15 enfants sur 50, cela fait un total de 108 heures de travail par semaine. Au regard de ces données, ces enfants passent environ 80% de leur temps au travail. On est donc très loin de la semaine de 40 heures reconnue par la législation camerounaise. Cette élasticité du temps de travail montre à souhait que l'on est en face d'une situation d'exploitation maximale de la force de travail par les employeurs. La plupart des enfants habitent chez l'employé qui en dispose à volonté. Dans la plupart des cas, les tâches ne sont jamais définies à l'avance. La figure de *l'enfant à tout faire* est par conséquent celle que l'on rencontre le plus. La plupart de ces enfants sont employés dans les tâches ménagères et dans le petit commerce. Au cours de l'enquête, nous avons rencontré des victimes de trafic vendant des biscuits et des bonbons dans les lieux chauds du centre ville tels que la poste centrale tandis que d'autres s'occupaient des quincailleries ambulantes. Il ne s'agit pas là d'une spécialisation, car une fois rentré le soir chez le patron, d'autres tâches l'attendent : laver la voiture, le sol, préparer le repas et faire les interminables commissions. Cet usage du corps et de la force de travail jusqu'à épuisement est facilité par le fait que la plupart des enfants logent chez leurs employés.

Les retombées : accumulation et déceptions

- 28 Le trafic des enfants est un phénomène porteur d'enjeux pour ceux qui en sont les acteurs. Cependant, si certains voient leurs espoirs et espérances comblés, ce n'est pas le cas pour les autres. Les données recueillies au cours de l'enquête permettent de faire la lumière sur l'inadéquation criarde entre ce que les uns et les autres apportent ou fournissent et leurs retombées. L'on a ainsi deux principaux groupes : les perdants/décus et ceux qui font une *bonne affaire*.
- 29 Dans le premier groupe, la figure la plus visible c'est l'enfant. Son statut de victime est observable de plusieurs points de vue. Sur le plan financier, son gain est très disproportionnel à ce qu'il engage comme dépense. Les salaires mensuels des enfants sont évalués entre 10.000 et 25.000 francs CFA. Près de 60% de l'effectif rencontré à Yaoundé touche plutôt 10 000 francs et 44% connaissent le montant de leur salaire. Pour les autres, ils ne connaissent même pas le montant de leur (supposé) salaire qui est remis aux intermédiaires. Ces derniers leurs reversent ce qu'ils estiment suffisant. Le labeur de l'enfant profite donc à l'intermédiaire qui émerge comme un véritable entrepreneur. Cet accaparement du salaire de l'enfant par l'intermédiaire en fait un rentier. Quand on sait qu'il a déjà reçu des *royalties* de la part de l'employeur en termes de frais de placement de l'enfant, l'on évalue les gains qu'il tire de la traite des enfants aux fins d'exploitation de leur travail. C'est une activité juteuse pour lui. C'est sa position centrale dans la transaction qui fait de l'intermédiaire une nouvelle figure de

l'entrepreneuriat dans le champ social camerounais. C'est lui qui va négocier les enfants auprès de leurs familles et qui les place. C'est enfin lui qui contrôle, gère et répartit le revenu de ses « poulains ».

- 30 Certains cas révèlent que les enfants sont aussi parfois victimes de viols. Ainsi, Grace, une jeune fille de 18 ans, est l'objet des assauts sexuels de son employeur et de son fils. Les garçons non plus ne sont pas épargnés : deux jeunes, camerounais et nigérian, ont avoué avoir été sodomisés par le patron et son ami. Les violences physiques que subissent ces enfants prennent le plus souvent la forme de la bastonnade ou de la punition par refus du repas quotidien. Certains d'entre eux portant des marques corporelles nous ont confié se faire battre aux moyens d'une machette, d'autres de fouet en lanières d'hippopotame. Les violences sont aussi verbales : des invectives de toutes sortes- imbécile, fainéant, idiot, paresseux, bon à rien, etc.- font office de plat quotidien. Autant de faits qui traduisent une situation de mise en servitude des enfants.
- 31 De ce point de vue, les espoirs des parents s'évanouissent dans la nature, notamment celui de voir leur progéniture échapper à la précarité. Sur le plan financier, les intermédiaires affirment que les parents des enfants victimes de trafic reçoivent une somme symbolique. C'est l'un des trois postes de répartition du salaire de l'enfant. Quand l'intermédiaire a retiré sa part dans ce dernier qu'il a reçu de l'employeur, il divise le reste en deux : une partie pour l'enfant et l'autre est envoyée à ses parents.
- 32 Ces sommes sont souvent si dérisoires que les parents n'arrivent pas à en tirer véritable profit. Les parents interviewés dans la région de Bamenda reconnaissent que l'argent leur est souvent envoyé : pour certains tous les mois, pour d'autres chaque trimestre et une part non négligeable, 15% des 18 enquêtés, cet argent est envoyé deux fois par an, après chaque semestre. D'une manière générale, ramené à un calcul mensuel, cet argent ne dépasse guère 4.000 franc CFA pour les mieux lotis. Sur les 18 sujets approchés dans la région de Bamenda, 4 seulement déclarent recevoir une somme que l'on peut ramener à ce montant. Des 14 sujets restant, 10 s'inscrivent dans la catégorie de ceux qui reçoivent environ 3.500 francs CFA par mois et 4 affirment que l'on peut les classer parmi les parents qui ne reçoivent que 3.000 francs CFA par mois. Or, ce que les parents essayent aussi d'obtenir en laissant leurs enfants se faire enrôler, c'est un peu d'argent pour améliorer les conditions de vie de la famille restée au village.
- 33 En dehors de l'intermédiaire, l'employeur est aussi le grand bénéficiaire de la transaction : ses gains sont au-delà de toute espérance. Des employés bon marché sont exploités dans des secteurs aussi variés que l'agriculture, le commerce ou les services. Les enfants sont aussi utilisés par les promoteurs des petites et moyennes entreprises notamment dans le domaine de la menuiserie métallique et du commerce. Il est difficile d'évaluer avec précision ce que leur rapporte le travail de ces enfants, mais comme le suggère la patronne d'une jeune fille en situation de trafic, ces enfants permettent des rentrées financières qui autrement n'auraient pu être réalisées. Selon la même informante, c'est parce qu'elle a une *baby sister* qu'elle peut aujourd'hui s'investir dans le commerce des accessoires vestimentaires. Ce qui précède apporte la preuve que le champ social voit se mettre sur pied une nouvelle forme d'entrepreneurs qui se font suppléer dans nombre de leurs tâches classiques par une main d'œuvre servile. Ce qui leur permet de dégager du temps nécessaire pour se consacrer aux activités génératrices de revenus. De ce point de vue, les femmes tirent particulièrement profit du trafic des enfants.

- 34 Cela dit, comment expliquer l'émergence du trafic des enfants aux fins d'exploitation de leur travail au Cameroun ? Quels sont les principaux déterminants qui peuvent être mobilisés pour saisir la survenue de ce phénomène ?

Aux sources du trafic : la piste de la montée de l'insécurité

La construction politique de l'insécurité

- 35 L'une des clés d'intelligibilité du phénomène du trafic des enfants réside dans l'interrogation et le décryptage de la crise multiforme qui s'est emparée de la société camerounaise depuis le début de la décennie 1980. La crise est marquée par le recul ou le manque sur le plan économique, politique, social et culturel, qui se traduit notamment par l'appel à l'ajustement structurel. Aussi le trafic des enfants aux fins d'exploitation de leur travail peut-il être appréhendé à partir du paradigme du manque entendu comme déficit ou recul. La figure du manque ou du déficit ici est médiatisée par l'absence de sécurité dans le champ social que ce soit pour les biens comme pour les hommes ou même encore pour l'écologie ambiante. Elle est aussi médiatisée par le recul des repères socio-culturels autour desquels s'organisaient l'ordre social et la relation à l'autre.
- 36 D'un point de vue économique, le manque se caractérise par le règne de la rareté suite à la dégradation du tissu de l'économie du pays. Cette rareté est consécutive à au moins deux dynamiques : la chute des cours des matières premières (Banock, 1992 : 29), qui se conjugue avec l'inéligibilité à « la gouvernance de l'endettement facile » (Ekoué Amaïzo, 2000 : 28), et la baisse des recettes du secteur pétrolier (Hugon, 1996). A ces deux facteurs, s'ajoute la fuite des capitaux sous l'effet des malversations financières et de la corruption. On débouche ainsi sur une situation d'insécurité économique qui se traduit par le recours aux bricolages de toutes sortes. Ainsi, l'explosion de l'économie populaire urbaine, plus connue sous le nom de secteur informel, à l'orée des années 1980 constitue une des marques de cette insécurité. Une autre marque serait l'intensification des flux migratoires vers les pays du Nord. On constate en effet, le recours à une pratique stratégique de la sexualité par les jeunes femmes camerounaises candidates au départ ou en vue d'améliorer leurs conditions de vie (Eboko, 1990) qui apparaît comme une réponse à cette insécurité économique. L'exemple des participants aux journées Mondiales de la Jeunesse organisée par le Vatican à Rome au cours du mois d'août 2000 qui ont déserté les rangs de la colonie camerounaise pour se dissoudre dans la nature en Italie est à classer dans le même sillage que la fréquentation par les jeunes des sites d'évasion que constituent les nouvelles Eglises dites du réveil (de Rosny, 2002).
- 37 Les années 1990 sont particulièrement marquées par « la montée de la criminalité et du banditisme dans les grandes villes » (Mbembé, 1990 : 122). La rue devient un lieu de fréquentation risquée que la police s'avère incapable et même incompétente à la gérer. Les agressions de jour comme de nuit ainsi que le crime s'instituent en pratiques quotidiennes. Vivre en ville étant devenu un risque (Chandom-Moët, 1998), les populations urbaines s'organisent en groupes d'*auto-défense* pour assurer elles-mêmes leur sécurité ou du moins tenter de le faire. Aussi voit-on se mettre en place des regroupements construits sur la base de l'appartenance à un même espace de vie. Etant

entendu que le fondement du *Léviathan*, comme l'a pensé Hobbes, c'est la préservation de la sécurité des citoyens et de leurs biens (Badie, 1999 : 122), la constitution de ces groupes de sécurité à l'échelle du quartier est la preuve de la démission de l'Etat. Démission qui débouche sur un processus de relativisation de son autorité, comme l'atteste la crise de confiance envers son système judiciaire, et de perte du monopole de l'exercice de la violence organisée (Chouala, 2001 : 23). En effet, le recours à la justice populaire dans les centres urbains en lieu et place des institutions prévues par l'Etat pour assurer la justice constitue la manifestation la plus visible de cette crise de confiance (Belomo-Essono, 2002 : 205). La justice populaire apparaît par ailleurs comme une preuve du règne de l'insécurité, elle en est l'expression. Cette insécurité n'est pas le seul fait du milieu urbain comme on peut le constater à travers l'exemple des coupeurs de route qui sévissent dans la partie septentrionale du pays (Abé, 2003) au point de remettre sur la table le débat sur le rôle des autorités traditionnelles dans l'assurance de la sécurité (Saïbou, 1998).

- 38 La transformation des centres urbains camerounais en *villes-poubelles* (Zoa, 1996) traduit également cette montée de l'insécurité. Cette dernière est alors liée à la menace qui pèse sur l'environnement écologique immédiat des populations. C'est également en réponse à cette insécurité ambiante que les dites populations vont s'organiser en associations de quartier pour prendre en charge leur cadre de vie (Madiot, 2001). En réponse à cette nouvelle donne, une figure de la réussite au statut ambivalent va apparaître au Cameroun, notamment dans l'espace urbain : c'est le *feyman* (*plur. feymen*). Il s'agit là de « nouveaux riches, qui ont bâti leur fortune sur l'escroquerie, l'arnaque et l'exploitation des ressources de l'extraversion » (Malaquais, 2001 : 101).
- 39 L'insécurité est telle qu'elle n'épargne aucun domaine de la vie quotidienne. Malgré les discours politiques sur l'autosuffisance alimentaire, un détour sur le quotidien des Camerounais permet de faire le constat contraire (Courade, 2005 ; Socpa, 2005). En ville ce qui est en cause c'est le creusement des inégalités, c'est-à-dire la baisse du pouvoir d'achat de la plupart des citadins. Au village, en dehors des facteurs écologiques, c'est la pauvreté qui oblige les populations à vendre une part importante de leurs produits agricoles au mépris de l'équilibre de leur alimentation. On est en présence d'une société qui cherche des réponses à la crise. Ce faisant, certaines de ces réponses l'introduisent dans une civilisation de l'insécurité. L'émergence de la traite des enfants aux fins d'exploitation de leur travail en tant que forme contemporaine de l'entrepreneuriat atteste de cette reproduction de l'insécurité comme réponse à la crise.
- 40 L'intelligibilité du phénomène du trafic des enfants aux fins d'exploitation de leur travail ne peut se saisir sans une référence à ce contexte marqué par une culture de l'insécurité, un déficit d'Etat et de repères éthiques. Dès lors il apparaît comme la reproduction de la trajectoire socio-historique du moment. Il en reproduit les valeurs, les repères directeurs, les contours et l'imaginaire. Ce qui ressort au demeurant des développements qui précèdent, c'est que le trafic des enfants aux fins d'exploitation de leur travail est le produit d'une entrée dans une modernité insécurisée. Selon Pierre-Joseph Laurent, la modernité insécurisée fait référence à un contexte « où les liens coutumiers de solidarité et d'entente s'effritent et où la faiblesse de l'Etat ne permet pas d'assurer la sécurité d'une partie importante de la population » (2002 : 111). C'est ce que l'on peut observer dans le cas du Cameroun, notamment dans le contexte qui a vu émerger le trafic des enfants aux fins d'exploitation comme sphère de production de la réussite sociale pour certains.

Le trafic comme phénomène de reproduction de l'insécurité

- 41 En tant phénomène révélant et perpétuant le climat d'insécurité qui caractérise le Cameroun actuel, la traite des enfants est une menace sur les droits les plus fondamentaux des enfants (autant que sur la société). Les enfants victimes de trafic sont séparés de leur famille très tôt entre 8 et 12 ans. Ce qui contribue au déséquilibre de leur personnalité.
- 42 Par ailleurs, l'éducation de l'enfant en Afrique est une activité qui se fait suivant une logique qui le conduit de l'enfance à l'âge adulte (Erny, 1968 : 154 –56). Il y a ainsi un monde des enfants qui se distingue de celui des adultes ; l'enfant lui-même étant conçu comme un être en devenir ou en cours de maturation (Erny, 1968 : 26). Or le trafic des enfants est un phénomène qui rend possible la brouille de ces deux domaines d'existence, de ces stades distincts de vie. Dans la mesure où l'enfant victime de trafic est aussi un enfant au travail, c'est-à-dire un être désormais obligé de subvenir à ses propres besoins. On peut dire que cette situation marque son entrée dans la vie adulte. Son insertion précoce dans un marché du travail extrêmement hostile se fait sans initiation préalable : il se découvre un matin dans le statut de quelqu'un qui doit se prendre en charge et assumer des travaux éreintants. Ce qui constitue à la fois une violence d'un type particulier et une forme d'exclusion des canaux réguliers d'insertion dans le monde du travail. On débouche ainsi sur son inscription dans une trajectoire de pauvreté et d'exclusion de longue durée. La traite des enfants constitue elle-même un phénomène d'insécurité.
- 43 La quasi-totalité des enfants rencontrés à Yaoundé sont des ruraux venus en ville à la faveur de leur employeur. Ce qui signifie que ce dernier est lié à l'insécurisation de la vie au village. La manifestation la plus visible de cette crise sécuritaire de la vie au village, c'est le recul de la solidarité, c'est-à-dire de l'entraide au profit de l'adversité. Depuis l'avènement de la crise économique, l'on observe une fragilisation croissante du monde rural qui ne peut plus compter ni sur la commercialisation des produits de rente (Courade, 1994) ni sur l'aide de la parentèle en ville (Kobou, 1999). D'où la recherche de la sécurité par le recours à d'autres *circuits d'entraide*, notamment ceux de *l'ailleurs de l'entrepreneuriat* ; qui suggère que le trafic des enfants, dans lequel les parents s'engouffrent en toute ignorance, se situe aux marges du champ économique classique où le travail d'entrepreneur est bien connu.
- 44 Les parents qui cèdent leurs enfants ne le font pas en connaissance de cause ; ils les font tomber dans la traite en croyant leur offrir une alternative. Comme les habitants des cités-dortoirs en Occident, ces paysans camerounais (ou nigériens) « n'entrevoient pas d'autre avenir pour eux et leurs enfants que la vie de privations et d'exclusion qui est leur lot quotidien » (Wacquant, 1993 : 12). L'introduction des enfants dans les réseaux de trafic est donc bien une réponse à la fragilisation du monde rural suite à l'insécurisation de la vie au village, c'est-à-dire à la *violence d'en haut* (Wacquant, 1993 : 10) qui s'exprime à travers la construction politique de modes de vie précaires, sans sécurité, dont les cadets sociaux sont les plus grandes victimes.
- 45 L'acceptation des parents indique leur inconfort et la déconstruction de la responsabilité face à cette situation qui les rend impuissants à faire quoi que ce soit pour prendre en main l'avenir de leur progéniture. Ce qui illustre que la traite des enfants est un phénomène de reproduction de la modernité insécurisée ambiante ; c'est

à elle qu'elle fait échos. Comme le suggère Wacquant, « il s'agit en fait d'une réaction sociologique, et surtout logique, à la violence institutionnalisée infligée aux déshérités par tout un ensemble de mutations économiques et politiques qui se renforcent les unes les autres » (Wacquant, 1993 : 11). Le trafic fait en partie écho aux injustices sociales nées du clivage entre riches et pauvres qui s'est accentué avec la crise au début de la décennie 80. De ce point de vue, le choix des parents d'enfants victimes de trafic est à rapprocher de celui des populations organisées en groupes d'autodéfense et faisant réapparaître des formes de justice populaire pour combattre la criminalité urbaine. Il est aussi à comparer au comportement des membres des associations de quartier pour l'entretien urbain. La comparaison se limite cependant à l'initiative parce que le résultat n'est pas le même. Si ces initiatives sociales venues d'en bas peuvent être appréciées comme des ripostes *bricolées* à la crise (Ela, 1990), les démarches des parents ont plutôt valeur de ripostes manquées parce qu'ils introduisent leur progéniture dans une plus grande précarité sans le savoir.

- 46 C'est cette société à géométrie variable que les intermédiaires et les employeurs essayent de reproduire à leur manière à une échelle moindre. Ce processus de reproduction de la modernité insécurisée prend appui sur un substrat culturel : les valeurs et l'imaginaire collectif offrent des pistes d'intelligibilité de la traite des enfants au Cameroun. En effet, les provinces dites anglophones du Cameroun apparaissent comme des zones privilégiées de recrutement des enfants que l'on rencontre à Yaoundé. La raison : dans cette région, il y a ce que l'on désigne *House Girl* ou *House Boy*. Cette pratique apparaît comme une occupation culturellement valorisée par contraste avec ce que l'on peut observer au sud du Cameroun, région dans laquelle sont utilisés les enfants. De plus dans les villages visités, le fait que les enfants travaillent le week-end pour se procurer de l'argent afin de contribuer aux dépenses de la famille ne semble gêner personne.
- 47 Autrefois, il était admis presque partout que la richesse consistait en la possession de femmes et d'enfants. De nos jours, la société camerounaise accorde encore très peu d'importance à un célibataire ou à un homme sans enfant. Chez les Bèti par exemple, le *Nkukuma*, c'est celui qui est riche du fait du volume de sa famille (Laburthe Tolra, 1985). C'est dire la permanence de cette représentation de la femme et de l'enfant dans les sociétés contemporaines africaines. C'est à ce titre que la capitalisation des enfants à laquelle leur trafic donne lieu apparaît comme une reproduction d'une trajectoire séculaire qui subit cependant une réappropriation au regard des formes qu'elle prend.
- 48 Ceci indique que la situation socio-économique se conjugue avec des facteurs culturels pour motiver la pratique du trafic des enfants au Cameroun. Tirer profit des enfants d'une famille nombreuse, les placer pour s'enrichir en l'introduisant dans un circuit de trafic peut se comprendre ici comme un acte s'effectuant dans le registre de l'instrumentalisation d'une valeur sociale ancienne. Le *nkukuma* le devenait en aliénant parfois la force de travail de ses assujettis. Dans ce sens, le trafic des enfants est vécu par les parents comme la matérialisation ou la reproduction d'un *habitus* au sens de Pierre Bourdieu⁹.
- 49 L'ancienneté des migrations de travail des Nigériens vers le Cameroun (Warnier, 1985 : 160-72) d'une part et, des populations des *Grassfields* vers le reste du pays, d'autre part, permet également de soutenir que le phénomène du trafic des enfants serait un *effet pervers*¹⁰ d'une pratique courante et généralisée de la migration. Il est, en effet, important de citer l'impact d'itinéraires de vie qui ont vu des migrants aller en ville,

démunis, et se hisser à un statut valorisé par l'accès au travail salarié. Ces trajectoires sont souvent celles de cadets sociaux exclus du système d'héritage unique. Ils migrent vers l'actuel département du Mungo pour travailler dans les plantations coloniales, ou vers les grandes villes comme Douala et Yaoundé pour accéder au travail salarié, au petit commerce, ou aux travaux du secteur de l'économie populaire urbaine. Ces activités constituent généralement pour eux un tremplin à d'autres opportunités leur permettant d'avoir des conditions de vie meilleures.

- 50 C'est à cette image du migrant qui réussit que renvoie le départ de leur enfant vers la ville. Pour les parents c'est non seulement un moyen, pour lui et sa famille, de gagner de l'argent, mais aussi une solution pour se préparer un avenir plus prometteur que celui de simple paysan. L'image de la ville comme source de richesse agit puissamment. Aussi, le jeune est-il encouragé à accepter le prix des travaux durs pour se préparer un avenir meilleur.

Conclusion : phénomène ambigu, pistes d'intelligibilité dans l'entre-deux

- 51 Le présent travail portait sur les formes d'entrepreneuriat qui gravitent autour du trafic des enfants aux fins d'exploitation de leur travail. La première partie a permis de circonscrire le phénomène du trafic des enfants en le déterminant à travers ses caractéristiques aussi bien que les acteurs et les procédés d'introduction des victimes dans les circuits. La deuxième partie a mis en évidence que les intermédiaires et, dans une moindre mesure, les employeurs, constituent les deux figures de l'entrepreneuriat au moyen du trafic des enfants aux fins d'exploitation de leur travail. Ce sont eux les principaux bénéficiaires de cette activité au détriment des parents et des enfants. Les parents autant que leur progéniture constituent les victimes de cette forme d'accumulation. La dernière articulation montre quant à elle que c'est la construction d'un environnement d'insécurité généralisée et multiforme qui est à l'origine de la traite des enfants aux fins d'exploitation de leur travail. La traite est apparue comme une simple reproduction de l'environnement qui a permis sa structuration ou sa survenue. Ainsi perçue, il s'agit d'une pratique liée à la modernité. Cependant, cette reproduction n'aurait pu se réaliser si elle n'avait trouvé terrain fertile. C'est dire que le trafic est aussi à appréhender comme une réappropriation sous forme d'instrumentalisation de nombre de facteurs endogènes au contexte. Au demeurant, c'est une réalité qui émerge et se saisit au point d'articulation de la tradition et de la modernité. Elle relève autant de l'attachement à la tradition que de l'arrachement à elle. C'est aussi un phénomène de l'entre-deux dans la mesure où il est source d'accumulation pour certains et pratique de déconstruction pour d'autres. De même autant il participe à l'insertion par défaut de certains de ses intervenants, notamment les intermédiaires et les employeurs, autant il installe d'autres dans un processus d'exclusion de longue durée.

BIBLIOGRAPHIE

- ABÉ, Claude, 2003, « Pratique et productivité de la criminalité transfrontalière en Afrique centrale : l'exemple des Zargina », *Bulletin de l'APAD*, 25 : 9-28.
- ABEGA, Séverin Cécile, ABE, Claude, ELOUGA Martin et BABILA Mutia, 2005, *Etude exploratoire sur le trafic des enfants aux fins d'exploitation de leur travail au Cameroun. Enquête à Limbé, Yaoundé et Mbangassina, Yaoundé, OIT/Bureau Afrique centrale, février.*
- ADEPOJU, Aderandi, 2000, « Issues and recent trends in international migration in Sub-Saharan Africa », *International Social Science Journal*, 165 : 381-94.
- AOUDOU, Charles Martel, 1998, « Représentations sociales et facteurs explicatifs du travail des enfants à Yaoundé », *Mémoire de maîtrise en sociologie*, Université de Yaoundé I
- BADIE, Bertrand, 1999, *Un monde sans souveraineté. Les Etats entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard.
- BANOCK, Michel, 1992, *Le processus de démocratisation en Afrique. Le cas camerounais*, Paris, L'Harmattan.
- BELOMO-ESSONO, Chantale-Pélagie, 2002, « La perception de l'Etat par le citoyen camerounais : le cas des vendeurs à la sauvette de la poste centrale et les paysans de Nkolbisson », *Cahier africain des droits de l'Homme*, Yaoundé, 8 : 199-221.
- BOUDON, Raymond, 1977, *Effets pervers et ordre social*, Paris, Puf.
- BOURDIEU, Pierre, 1984, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit.
- CHANDOM-MOËT, Bernard, 1998, « Le risque de la ville en Afrique », *Cahiers de L'UCAC*, Yaoundé, 3 : 7-19.
- CHOUALA, Yves-Alexandre, 2001, « Conjoncture sécuritaire, champ étatique et ordre politique au Cameroun : éléments d'analyse anthropo-politiste d'une crise de l'encadrement sécuritaire et d'un encadrement sécuritaire de crise », *Polis (revue camerounaise de science politique)*, vol. 8, numéro spécial : 19-64.
- COURADE, Georges (éd.), 1994, *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement structurel*, Paris, Karthala.
- COURADE, Georges, 2005, « L'insécurité alimentaire urbaine au Cameroun dans son contexte », *Enjeux*, 23 : 7-13.
- EBOKO, Fred, 1990, « L'Etat camerounais et les cadets sociaux face à la pandémie du sida », *Politique africaine*, 37 : 135-45.
- EKOUÉ-AMAÏZO, Yves, 2001, « PMA ou PFI ? Les pays faiblement industrialisés : la globalisation par défaut », *Le Courrier ACP-UE*, 186, mai-juin, « Les pays les moins avancés ».
- ELA, Jean-Marc, 1990, *Quand l'Etat pénètre en brousse... Les ripostes paysannes à la crise*, Paris, Karthala.
- ERNY, Pierre, 1968, *L'enfant dans la pensée traditionnelle de l'Afrique noire*, Paris, le livre africain.
- GESCHIERE, Peter, 1995, *Sorcellerie et politique. La viande des autres*, Paris, Karthala.
- HUGON, Philippe, 1996, « Sortir de la récession et préparer l'après-pétrole : le préalable politique », *Politique africaine*, 62 : 35-44.

- KOBOU, Georges, 1999, « Ajustement structurel et exclusion sociale : une analyse fondée sur le marché du travail », in L. Sindjoun (éd.), *La révolution passive au Cameroun. Etat, société et changement*, Dakar, CODESRIA, pp. 101-55
- LABURTHE-TOLRA, Philippe, 1985, *Initiations et sociétés secrètes au Cameroun*, Paris, Karthala.
- LAFARGUE, Jérôme. 1998, « Comment et pourquoi s'attaquer à l'ailleurs du politique en Afrique », CURAPP, *La politique ailleurs*, Paris, PUF : 335-54
- LALLEMAND, Suzanne, 1993, *La circulation des enfants en société traditionnelle. Prêt, don, échange*, Paris, L'Harmattan.
- LAURENT, Pierre-Joseph, 2002, « Effervescence religieuse et gouvernance. L'exemple des assemblées de Dieu au Burkina Faso », *Politique africaine*, 87 : 95-116.
- MADIOT, Caroline, 2001, « Des associations de quartier et des ONG pour l'entretien urbain de Yaoundé (Cameroun) : des clés de lecture de la crise urbaine », Mémoire de DEA en géographie, Université Paris I Panthéon-Sorbonne-Université de Paris IV-Sorbonne.
- MALAQUAIS, Dominique, 2001, « Arts de Feyre au Cameroun », *Politique africaine*, 82 : 101-18.
- MAUSS, Marcel, 2003, « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », in du même auteur, *Sociologie et anthropologie*, Paris, Puf, 10^e édition (la 1^{ère} édition date de 1950) : 144-279.
- MBEMBE, Achille, 1990, « Le Cameroun après la mort d'Ahidjo », *Politique africaine*, 37 : 117-22.
- MEDARD, Jean-François, 1992, « Le Big Man en Afrique. Du politicien entrepreneur », *l'Année sociologique*, 42 : 167-92.
- MORICE, Alain, 1996, « Le paternalisme, rapport de domination adapté à l'exploitation des enfants », in B. Schlemmer (éd.), *L'enfant exploité. Oppressions, mise au travail, prolétarianisation*, Paris, Karthala/ORSTOM : 269-90
- NGUEYAP, François, 1996, « Sociétés, réussite et travail des enfants. Le cas des Bamiléké de l'Ouest du Cameroun », B. Schlemmer (éd.), *L'enfant exploité. Oppressions, mise au travail, prolétarianisation*, Paris, Karthala/ORSTOM : 393-406.
- ROSNY (de), Eric, 2002, « L'Afrique des migrations: les échappées de la jeunesse de Douala », *Etudes*, 3965 : 623-32.
- SAHLINS, Marshall, 1963, « Poor Man, Rich Man, Big Man, Chief : Political types in Melanesia and Polynesia », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 3 : 285-303.
- SAÏBOU, Issa, 1998, « Laamido et sécurité dans lme Nord-Cameroun », *Annales de la Faculté de Lettres et sciences humaines*, Université de Ngaoundéré (Cameroun), vol. III, pp. 63-76.
- SOCAPA, Antoine, 2005, « De l'insécurité alimentaire au Cameroun », *Enjeux*, 23 : 14-17.
- WACQUANT, Loïc, 1993, « Emeutes dans la ville », *Le Courrier de l'UNESCO* : 8-12.
- WARNIER, Jean-Pierre, 1985, *Echanges, développement et hiérarchies dans le Bamenda pré-colonial (Cameroun)*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag Wiesbaden GMBH.
- WARNIER, Jean-Pierre, 1988, *L'esprit d'entreprise au Cameroun*, Paris, Karthala.
- WIEVIORKA, Michel, 2000, « Sociologie postclassique ou déclin de la sociologie ? », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. CVIII : 5-35.
- ZOA, Anne-Sidonuie, 1996, *Les ordures à Yaoundé. Urbanisation, environnement et politique au Cameroun*, Paris, l'Harmattan.

NOTES

1. - Nous nous inspirons ici des travaux de Jérôme Lafargue (1998).
2. - C'est ce constat qui a sûrement motivé l'organisation récente d'une campagne de sensibilisation des populations sur la question par la représentation du BIT pour l'Afrique centrale installée à Yaoundé.
3. - Voir *Cameroon Tribune*, n°7289/3578 du jeudi 15 février 2001 ; *Mutations*, n°840 du 4 février 2003 ; *Cameroon Tribune*, n° du 19 juin 2003 ; *Cameroon Tribune*, n°20 juin 2003 ou encore le n° du 7 août 2003.
4. - L'objet de notre séjour sur le terrain n'était pas particulièrement de réaliser ce travail. Parti, pour une enquête visant à reconstruire le profil socio-anthropologique des communautés dans lesquelles Plan International (OING : Organisation internationale non-Gouvernementale), nous avons cru bon de tirer profit du séjour pour collecter également des données sur le trafic des enfants. Six villages sont particulièrement concernés ici. Il s'agit de : 1) en pays tikaar : Babungu et Bamessing dans le département de Ngoketunjia, Nchum et Nforia dans le département de la Mezam ; 2) en pays meta : Njinibi et Wumtoh. Nous tenons à remercier cette organisation qui nous a offert cette opportunité de mieux aborder la question du trafic des enfants au Cameroun même si les régions d'origine des victimes sont multiples et mêmes internationales.
5. - Il convient de noter que la figure que présente le trafic des enfants au Cameroun est inhabituelle car dans la plupart des cas, le placement de l'enfant s'accompagne de son arrachement parfois forcé à la cellule familiale ; à ce sujet, voir Morice (1996).
6. - Quand on parle de contrainte ici, il peut s'agir d'une menace, du recours à la force, d'une tromperie, d'un enlèvement, d'une situation de vulnérabilité, de l'acceptation d'un paiement ou d'un don/présent pour obtenir le consentement...etc.
7. - Sur la demande du responsable, nous ne citons pas les références dudit rapport mensuel.
8. - Il est important ici de rappeler que les salaires les plus bas au Cameroun s'enregistrent dans le secteur de l'éducation. Un instituteur qui commence sa carrière dans le privé gagne en moyenne 30.000 francs CFA contre environ 45.000 francs CFA dans le public. Cela indique le niveau de précarité de ces populations qui se trouvent alors très loin des dernières catégories de salariés.
9. - Pour Pierre Bourdieu, « L'habitus est...un produit de conditionnements qui tend à reproduire la logique objective des conditionnements mais en lui faisant subir une transformation ; c'est une machine transformatrice qui fait que nous « reproduisons » les conditions sociales de notre propre production, mais d'une façon relativement imprévisible » (1984 : 134).
10. - Le sens dans lequel est utilisée cette expression ici, c'est celui que lui attribue Raymond Boudon. Selon lui, « On peut dire qu'il y'a effet pervers lorsque deux individus (ou plus) en recherchant un objectif donné engendrent un état de choses non-recherché et qui peut être indésirable du point de vue soit de chacun des deux, soit de l'un des deux » (1977 : 20).

RÉSUMÉS

Cette étude s'interroge sur la trajectoire dans laquelle les activités des nouvelles figures de l'entrepreneuriat les situent. L'attention se porte sur un phénomène lui-même émergent dont

l'effectivité est encore matière à débat dans nombre de pays africains, notamment la traite des enfants (Child trafficking). La réflexion s'est faite à partir de l'expérience des intermédiaires de cette transaction et des employeurs du produit, c'est-à-dire les enfants, ainsi écoulés. L'on est en présence de deux logiques en contradiction. Pendant que la société entend protéger l'enfant pour assurer sa pérennité, les entrepreneurs de la traite s'ingénient à l'introduire dans des circuits d'exploitation avec la volonté d'en faire une marchandise. L'article a pour enjeu, d'abord de décrire le trafic des enfants en portant davantage l'attention sur les déplacements des intermédiaires de l'enrôlement des enfants jusqu'à leur placement auprès des employeurs. Ensuite on s'intéressera à la mise en valeur des enfants par les employeurs auprès de qui ils sont placés. Dans une perspective comparative, on analyse aussi les incidences de la traite pour les diverses catégories engagées de manière à mettre en lumière les bénéficiaires. Enfin, on s'emploiera à remonter aux sources du phénomène.

This study reflects on the trajectory in which the activities of new figures of entrepreneurship are to be found. Attention is focused on an emerging phenomenon that is making the news in many African countries, namely the trafficking of children. It starts from the experience of the intermediaries in such transactions and of those who seek the product, the children. There are two contradictory logics here. While society aims to protect the child to ensure its own continuity, the entrepreneurs in the field of child trafficking are exploiting them for financial gain. The article describes the trafficking of children by focusing on the movement of the intermediaries through to the recruitment of children and their placement with employers. From a comparative point of view, the article analyzes the incidences of child trafficking for the different categories involved in order to clarify who the beneficiaries are.

AUTEUR

CLAUDE ABÉ

Maître de conférences à l'Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC) et chercheur à l'Institut de Recherches Socio-Anthropologiques (IRSA), Yaoundé.